

Convention collective

**IDCC : 8435. – COOPÉRATIVES FRUITIÈRES
(Ain, Doubs et Jura)
(29 août 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,
Journal officiel du 24 février 2002)

**AVENANT N° 4 DU 26 JANVIER 2016
RELATIF À L'AMÉNAGEMENT ET LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL**

NOR : AGRS1697194M
IDCC : 8435

Entre

FD des coopératives laitières de l'Ain

FD des coopératives laitières du Doubs

FD des coopératives laitières du Jura

Fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs

D'une part, et

UR CFDT de Franche-Comté

UD CFDT de l'agroalimentaire de l'Ain

CFTC-Agri

FGTA FO

CFE-CGC Agro

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 1^{er}, 2, 2.1, 2.2, 3, 4, 4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 4.5, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 17.1, 17.2, 18, 19 concernant l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail des entreprises relevant de la convention collective régionale des coopératives fruitières de l'Ain, du Jura et du Doubs du 12 décembre 2001 sont abrogés.

L'avenant n° 1 du 7 mars 2006 concernant l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail des entreprises relevant de la convention collective régionale des coopératives fruitières de l'Ain, du Jura et du Doubs du 12 décembre 2001 est abrogé.

L'avenant n° 2 du 29 janvier 2008 concernant l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail des entreprises relevant de la convention collective régionale des coopératives fruitières de l'Ain, du Jura et du Doubs du 12 décembre 2001 est abrogé.

L'avenant n° 3 du 3 février 2009 concernant l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail des entreprises relevant de la convention collective régionale des coopératives fruitières de l'Ain, du Jura et du Doubs du 12 décembre 2001 est abrogé.

Article 2

Dépôt. – Extension

Le présent avenant est remis à chaque organisation syndicale signataire et déposé en cinq exemplaires à l'unité départementale du Doubs de la DIRECCTE.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension.

Une version sur support électronique est également communiquée à l'unité départementale du Doubs de la DIRECCTE.

Fait à Bouclans, le 26 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)